

Une mondialisation maîtrisée

... **René Longet**, Genève

*Président d'Equiterre (anciennement Société suisse pour la protection de l'environnement),
www.equiterre.ch*

De considérables inégalités de développement subsistent sur notre planète. Ces inégalités sont d'autant plus choquantes que nous avons, techniquement et financièrement, les moyens de les résoudre. Ce thème est présent depuis les années 60 et on a beaucoup débattu du meilleur chemin pour parvenir au développement, depuis le modèle de l'autosuffisance, jusqu'à la copie du mode de vie américain.

Mais la Terre ne peut donner que ce qu'elle a ! Or les ressources naturelles, base nécessaire au développement, sont gravement menacées dans leur pérennité. Près de 24 % des espèces de mammifères et 11 % des espèces d'oiseaux sont menacées de disparition, et beaucoup d'espèces ont déjà été éradiquées ces derniers siècles et décennies, à un rythme croissant (le taux naturel de disparition des espèces est d'une tous les 500 ou 1 000 ans). La proportion de zones boisées est passée en 34 ans de 11,4 km² pour 1 000 habitants à 7,3 km². La déforestation touche surtout les pays en développement et la perte de la forêt tropicale est pratiquement irréversible (au cours des dix dernières années, 154 millions d'hectares de forêt tropicale ont été éliminés, soit 1 % par an).

L'énergie est un autre facteur limitant, en ce sens que la combustion d'énergie fossile charge l'atmosphère en gaz activant l'effet de serre et que la part des énergies non renouvelables, en particulier dans les pays industrialisés, est désormais prédominante. Fonder toute une société sur des ressources appelées tôt ou tard à se raréfier ne saurait être rassurant.

Les sols et l'eau sont d'autres ressources en péril. Ainsi 250 millions de personnes vivent sur des terres menacées de désertification et 46 % de la surface de l'Afrique est concernée par ce phénomène ; 20 % des terres de pâture et de parcours du monde sont endommagées ; en 1990, 910 millions d'hectares de sols agricoles étaient modérément dégradés, mais suffisamment toutefois pour réduire la productivité agricole, et 300 millions fortement. Depuis 1950, les prélèvements d'eau ont triplé alors que le volume d'eau par habitant a passé de 16 800 m³ par an à 7 300. Vingt pays, dans lesquels vivent 132 millions d'habitants, disposent de moins de 1 000 m³ d'eau par personne et par an. Notons qu'un Allemand consomme dix fois plus d'eau qu'un Indien, et un colon israélien six fois plus qu'un Palestinien... Dans les grandes villes du Sud, les pertes sont considérables : jusqu'à 40 % de

politique

La lutte contre la pauvreté et les inégalités de développement ne peut se concevoir que dans le cadre des ressources réelles de la Terre. La dimension sociale de la mondialisation ne peut donc se comprendre en dehors des réalités environnementales. La notion de développement durable donne un cadre et un contenu à cette exigence, qui débouche peu à peu sur des engagements étatiques et sur des réalisations concrètes.

l'eau distribuée disparaît en cours de route par suite du mauvais état du réseau, de vols, etc.

Tous les êtres humains ne pourront donc pas vivre sur le mode de prédation actuellement dominant. Pour que chacun puisse vivre comme l'Occidental moyen d'aujourd'hui, il faudrait cinq Terres ! Il nous faut donc apprendre, et relativement vite, à faire plus avec moins. Ce sera même le paradigme essentiel de notre survie. C'est bien là l'enjeu qui vient se rappeler à nous avec force.

Partager, préserver

La notion de développement durable consiste à dire que nous ne survivrons dans la dignité que si nous parvenons à partager les ressources à la fois dans l'espace, chaque habitant de la Terre ayant le même droit aux ressources, et dans le temps, les générations présentes devant transmettre suffisamment de ressources aux générations futures. Le développement durable veut orienter le développement de façon à répondre aux exigences sociales d'accès équitable aux ressources, mais d'une façon qui permette de garantir la pérennité de celles-ci.

Défini voici plus de 15 ans, ce principe n'a cessé depuis d'illustrer sa pertinence. Depuis la Conférence de Rio de 1992, qui en a consacré l'existence, jusqu'au Sommet mondial du développement durable de Johannesburg en 2002, tout un corps de doctrine et d'engagements concrets s'est dégagé. Au Sommet de Johannesburg, un *Plan d'action* a été adopté. Il se lit comme un programme de recadrage des principaux dérapages mondiaux. Il traite de la nécessité de changer « radicalement » nos modes de produire et de

consommer, de la lutte contre la faim et l'analphabétisme, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de la promotion des énergies renouvelables, de la surpêche ou des déchets. Au chapitre « énergie », le *Plan d'action* prévoit, notamment, d'assurer l'accès de tous à l'énergie, d'améliorer les rendements énergétiques et d'augmenter considérablement et sans tarder le recours aux énergies renouvelables.

La lutte contre la pauvreté est définie comme le principal défi actuel. D'ici à 2015, il conviendra de réduire de moitié la proportion de personnes dont le revenu est inférieur à un dollar par jour, qui souffrent de la faim, n'ont pas accès à l'eau potable ni à des services d'assainissement de base. D'ici à 2005, tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, devront avoir accès à l'école primaire et, d'ici 2015, à tous les niveaux de formation. Par ailleurs, le *Plan* rappelle que la mondialisation doit profiter de façon équitable à tous et réaffirme la nécessité de promouvoir un système commercial et financier multilatéral ; il veut faciliter l'accès au marché pour les produits des pays en développement, en particulier des moins avancés, et place leurs besoins et intérêts au cœur du programme de l'OMC.

Ces affirmations consistent des engagements longuement négociés. Elles relèvent bien l'essentiel des enjeux actuels. Les énoncer ne veut cependant pas dire qu'on les a déjà réalisés. Un *Plan d'action* comme celui de Johannesburg n'est qu'une étape. Il s'agit ensuite de l'inscrire dans le concret. Et c'est là que les difficultés commencent.

Tout d'abord, il faut que les moyens financiers soient disponibles. Pour le financement des orientations décrites dans le *Plan*, notamment les objectifs de lutte contre la pauvreté, il est prévu un

fonds volontaire et un engagement des pays industrialisés de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide au développement. Or seuls cinq pays dépassent cette cible. Ensuite, sur le plan de la gestion des ressources, il faudrait limiter l'émission de gaz carbonique. Or le Protocole de Kyoto, qui prévoit une réduction de 5,2 % d'ici 2010, n'est toujours pas en vigueur. Chaque action est un combat !

Sans parler de la réforme de l'OMC. Donner à l'économie mondiale une dimension environnementale et sociale est une bataille de longue haleine. De nombreux acteurs s'y engagent. Depuis des entreprises pionnières et « citoyennes », en passant par le secteur de la culture biologique ou du commerce équitable, par les normes volontaires ou la fiscalité écologique, les dimensions micro- et macroéconomiques sont interpellées.

A juste titre, le *Plan d'action* dit qu'il convient de soutenir les travaux de l'OIT concernant la dimension sociale de la mondialisation, d'encourager les entreprises à adopter une attitude responsable et d'appuyer l'amélioration permanente de leurs pratiques, de s'attaquer à l'instabilité des cours des produits de base et à la détérioration des termes de l'échange, de réduire le fardeau de la dette. Les travaux de l'OMC en matière de commerce et environnement et commerce et développement doivent être approfondis ; la formulation suivante a été adoptée : « Encourager une synergie compatible avec les objectifs du développement durable, des systèmes commerciaux multilatéraux et des accords multilatéraux relatifs à l'environnement (...) tout en reconnaissant qu'il importe de maintenir l'intégrité des deux ensembles d'instruments. »

C'est ici une victoire d'étape qu'apprécieront à leur juste valeur tous ceux qui connaissent les arcanes des négociations internationales. Diverses forces

préféreraient d'ailleurs qu'il n'y ait pas d'OMC du tout aujourd'hui, plutôt qu'une OMC version Johannesburg qui aurait pour mission de donner un supplément social et environnemental à l'économie mondiale... On retrouve là la volonté de contrer le « multilatéralisme » par les relations bilatérales, à l'avantage, à chaque fois, du plus fort.

Les menaces - et réalités aussi - de suppression, par un libéralisme triomphant, de toutes les limites - douanières, légales, morales, culturelles - font froid dans le dos de beaucoup de nos contemporains, dans le monde entier. Aussi ces dernières années ont-elles été marquées par l'émergence d'un mouvement contre la mondialisation.

Les services publics ne peuvent pas être soumis à la loi de la rentabilité en tout, sous peine d'être dénaturés dans ce qui est leur raison d'être. Ces situations suscitent un mouvement de repli sur les enveloppes protectrices traditionnelles : identité, nation, Etat, lois nationales. Une façon, d'ailleurs, de ressusciter les

Un monde d'inégalités

- 2,4 milliards d'individus sont privés d'infrastructures sanitaires.
- 2 milliards vivent sans électricité.
- 1,1 milliard sont privés d'accès à de l'eau potable.
- 1 milliard n'ont pas de logement correct.
- 880 millions n'ont pas accès aux services de santé.
- 815 millions sont mal nourris.
- 113 millions d'enfants en âge scolaire ne sont pas scolarisés (60 % sont des filles).
- 855 millions de personnes de plus de 15 ans sont analphabètes (près des deux tiers sont des femmes).
- 2,8 milliards d'êtres humains vivent avec moins de 2 \$ par jour et 1,2 milliard se contentent d'un \$.
- Les 20 % d'habitants des pays de l'OCDE consomment 45 % des protéines animales du monde, 58 % de l'énergie (un habitant d'un pays du Sud consomme en moyenne 10 fois moins de pétrole qu'un habitant d'un pays du Nord), 84 % du papier et disposent de 88 % des véhicules.

vieux clivages, pour ou contre le marché, comme si on pouvait éliminer le marché comme forme d'allocation des biens et des services, comme si le repli sur soi était possible, si jamais il était souhaitable. D'ailleurs, le caractère ubiquitaire, mondial du mouvement est là pour démontrer le contraire.

Une autre voie s'offre : accepter le monde comme horizon, mais viser à placer les garde-fous nécessaires au bon niveau. En effet, nous sommes reliés par toutes nos fibres au monde. Pas seulement par notre généalogie, car quoi qu'en pensent d'aucuns, nous sommes tous plus ou moins métissés (ce qui n'est au fond qu'un juste retour aux sources), mais par les produits qui nous entourent, par les goûts que nous avons (la musique, la cuisine, les voyages qui mêlent nos racines et celles des autres...), par notre participation, qu'on le veuille ou non, au grand métabolisme de l'économie mondiale.

Le XX^e siècle a permis, dans nos Etats, de donner un cadre à l'économie de marché : loyauté dans le commerce, protection des salariés, des consommateurs, de l'environnement... éthique économique ; tout cela créant, au fil du siècle écoulé et des luttes sociales, ce modèle que Michel Albert avait appelé le capitalisme rhénan, humanisé en quelque sorte. Le marché comme mode de distribution et d'allocation, mais avec les garde-fous nécessaires. C'est ce travail qu'il faut maintenant réussir au niveau mondial.

La capacité d'intervention sur des phénomènes dépassant les Etats et nécessitant leur coopération est donnée par la mise sur pied d'institutions internationales. Mais il y a aussi l'important développement du droit international. Il existe au moins deux cents conventions internationales traitant de sujets environnementaux, et à peu près au-

tant de thèmes sociaux. Cela reste naturellement fragmentaire et incomplet (le droit international est bien plus difficile à mettre en œuvre que le droit national), mais des jalons sont là.

Mouvement social

Nous avons vu l'importance de la notion de développement durable. On peut véritablement dire qu'elle donne un cadre et un contenu à l'exigence de maîtriser la mondialisation. Et c'est là que le mouvement social a tout son rôle à jouer. Dès 2003, des responsables d'Attac ont exprimé dans les colonnes de la presse française leur autocritique, affirmant qu'il leur fallait penser davantage aux solutions, que leur programme devait être fortement approfondi.

On pourrait dire, en caricaturant un peu : *il y a un mouvement social sans grand programme, et un programme (les travaux menés sous l'égide des Nations Unies) sans grand mouvement derrière lui !* Si le mouvement puisait dans les engagements et travaux internationaux de quoi étayer son programme, il ferait coup double, en se donnant une meilleure assise et en aidant à la mise en œuvre des engagements pris.

L'histoire nous enseigne que peu de textes juridiques ou programmeurs ne vivent sans l'appui d'un mouvement social. Et c'est bien cela le rôle du mouvement social : réduire le fossé entre les engagements pris et leur mise en œuvre. Car la grande question des textes internationaux est bien de voir comment on peut aller vers leur application. Il s'agit de répondre à la mondialisation désordonnée par une mondialisation maîtrisée.

R. L.